

PREFECTURE DE LA COTE-D'OR

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT BOURGOGNE

DIJON, LE

11 MARS 2010

service Prévention des risques
groupe risques accidentels industriels
affaire suivie par : M. Rémy MORGE
Tél : 03 80 29 40 51

**LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE
PRÉFET DE LA CÔTE D'OR
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société TRANSALLIANCE
de respecter, pour ses installations qu'elle exploite à LONGVIC
certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2002**

VU le Code de l'environnement, livre V "prévention des pollutions, des risques et des nuisances" et notamment son article L 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2002 autorisant l'exploitation d'un entrepôt de produits agro-alimentaires sis Boulevard Eiffel à LONGVIC;

VU l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées ;

VU le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement établi le 15 février 2010 à la suite de l'inspection des installations réalisée le 8 février 2010 ;

CONSIDERANT que des non-conformités aux dispositions des articles 25.3 (article 1er de l'arrêté du 15 janvier 2008), 25.6, 27.4, 29, 30 de l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2002 susvisé, ont été relevées lors de l'inspection susvisée ;

CONSIDERANT que les dispositions non respectées concernent la sécurité des installations ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'assure pas la sécurité optimale de ses installations et que les intérêts visés à l'article L 511.1 du code de l'environnement ne sont pas garantis ;

CONSIDERANT que l'article L 514.1 du code de l'environnement stipule que, lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation par l'exploitant, des conditions imposées à son installation, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la côte d'or ;

ARRETE

Article 1 : Mise en demeure

La société Transalliance, située 3 boulevard Eiffel à LONGVIC, est mise en demeure de respecter, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2002 et de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 pour les installations qu'elle exploite dans son établissement situé à la même adresse :

- Article 1er de l'arrêté du 15 janvier 2008
- Article 25.6 de l'arrêté du 22 janvier 2002
- Article 27.4 de l'arrêté du 22 janvier 2002
- Article 29 de l'arrêté du 22 janvier 2002
- Article 30 de l'arrêté du 22 janvier 2002

Article 2 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement.

Article 3 : Délai et voies de recours (article L514-6 du code de l'environnement)

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Dijon – 22, rue d' Assas 21 000 Dijon -. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, il commence à courir du jour où la présente décision leur a été notifiée. Les tiers disposent d'un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent acte.

Article 4 : Exécution

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Côte d'Or, le Maire de LONGVIC, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Bourgogne et le directeur de la Société Transalliance sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Bourgogne (2 exemplaires),
- M le Directeur des Services d'Archives Départementales,
- Mme le Maire de LONGVIC,
- M. le Directeur de la société Transalliance.

Dijon, le **11 MARS 2010**

LE PREFET,

Pour le Préfet
et par délégation

Le Secrétaire Général, par intérim,

Martine JUSTON